



Provence et Corse

ANNEXE 1 AU CCAP n°CNRS/2025/020 DU 22/05/2025

INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

La présente annexe au CCAP a pour objet de définir les conditions d'insertion par l'activité économique pour l'exécution des Travaux de réaménagement et d'extension du bâtiment de soins – ROU140 situé à Rousset

1. Personnes éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi, les personnes en difficulté d'insertion professionnelle dont l'éligibilité doit être établie par le facilitateur mandaté par le maître d'ouvrage préalablement à leur mise à l'emploi parmi les catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice accompagnées et prises en charge dans le cadre d'une mesure judiciaire et/ou éducative par le SPIP ou la PJJ.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés titulaire d'une RQTH en cours de validité ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA) ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire.
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - En suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et

l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Les pièces justificatives pour prouver de l'éligibilité sont définies en annexe des clauses sociales d'insertion.

2. Modalités d'insertion

Les modalités d'insertion possibles sont les suivantes :

- **Modalité 1** : Embauche directe.
Elle peut se traduire par : L'entreprise embauche directement en CDD, CDI, Contrat en alternance (apprentissage ou professionnalisation) des personnes demandeurs d'emploi respectant les critères d'éligibilité à la clause d'insertion.
- **Modalité 2** : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion.
Dans le cas de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à l'appel d'offre. Elles s'engagent conjointement, non seulement sur l'ensemble des travaux, mais aussi sur l'objectif d'insertion.
- **Modalité 3** : La mise à disposition de personnels.
L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire (ETT) en application de l'accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L1251-7 Modifié par la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011 - art. 7 du code du travail, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Pour les personnes mises à disposition et afin de s'assurer d'une qualité de l'accompagnement de chaque candidat dans son intégration au poste de travail, les modalités suivantes devront être réalisées tout au long du parcours. Tout manquement à ces attentes pourra entraîner la non prise en compte des heures attendues au titre de l'insertion.

Il est attendu, suivant le modèle mis à disposition en Annexe des clauses sociales d'insertion :

- 1/ La transmission d'une fiche de suivi à 35h sur la mission
- 2/ La transmission d'une fiche de suivi à 150h sur la mission

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces modalités ou une combinaison de celles-ci : il est possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat en alternance porté directement par l'entreprise. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du marché (administratif, commercial, logistique, ...).

3. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le CNRS a mis en place une procédure spécifique d'assistance gérée par le Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette structure a pour missions :

- D'assister les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion ;
- De proposer à l'entreprise des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
- De réaliser, à partir de la connaissance de la date prévisionnelle de démarrage des travaux, des actions de sensibilisation et/ou de formation professionnelle préalables à l'embauche ;
- De fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie ;
- De suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Coordonnées : Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Contact : Cécilia REVEL

Téléphone : 06 23 61 80 59

Courriel : cecilia.revel@ampmetropole.fr

4. Modalités d'exécution et durée d'éligibilité des publics en insertion

A/ La règle générale :

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

B/ Les cas particuliers :

- Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois. Toutefois, la durée de la prolongation de l'éligibilité retenue par l'acheteur et le facilitateur, qui est inscrite au CCAP, peut être adaptée en fonction des caractéristiques du marché, ou d'une stratégie territoriale concernant les parcours des publics et l'appui des entreprises (à savoir 6, 12 ou 24 mois de prolongation de l'éligibilité en cas d'embauche en CDI).
- Si dans la continuité d'un contrat en alternance à durée déterminée, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 24 mois à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée, dans la limite de 48 mois.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

5. Modalités de contrôle

Le maître d'ouvrage procède, en collaboration avec le Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, le titulaire produit et transmet au Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le 15 de chaque mois tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion. Les documents lui seront communiqués par le facilitateur et présent en Annexe des clauses sociales d'insertion.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

6. Globalisation

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, le titulaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 12.6.5 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion sur un même bassin d'emploi. Elle peut être déclarée recevable par le facilitateur si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion. En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

7. Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à informer et à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, en proportion des prestations qui lui sont confiées, sa part ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie calculée selon l'équation définie à l'article 12.6.3 du présent document. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion. Cette répartition devra être validée par le facilitateur dans un objectif de maintien de la qualité des parcours et de l'intérêt des bénéficiaires.

Pendant et à l'issue du marché, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au CCAP. A l'issue des travaux, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées dans le cadre de ce marché.

8. Dispositions applicables lorsque le titulaire du marché est amené à recourir au chômage partiel ou au licenciement économique.

Les mesures qui suivent peuvent s'appliquer au titulaire du marché pour l'établissement identifié par son numéro au RCS ou numéro d'inscription au registre des métiers qui exécute à titre principal le marché. Ainsi le titulaire ne pourra prétendre bénéficier de la mesure de suspension en raison du chômage partiel ou d'un licenciement économique constaté dans un établissement de l'entreprise qui n'interviendrait pas dans le marché objet de la clause. Pour pouvoir bénéficier de cette suspension le titulaire doit respecter le formalisme prévu ci-dessous.

En cas de chômage partiel :

- Le titulaire pour lui-même ou pour son sous-traitant si ce dernier est concerné par l'application de la clause d'insertion informe au plus vite le pouvoir adjudicateur de la survenance d'une mesure de chômage partiel au sein de l'établissement.
- Une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DIRECCTE qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel » est transmise au pouvoir adjudicateur.
- Une copie du bordereau mensuel qui mentionne les fonctions concernées et le volume d'heures chômées sur le mois est également transmis au pouvoir adjudicateur.

La transmission du bordereau mensuel est donc impérative pour prétendre à la reconduction de la suspension les mois suivants. Pour bénéficier de cette suspension, il faut que la durée de la mesure de chômage partiel corresponde à une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et que les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles visées par la clause d'insertion. Ainsi le titulaire du marché ne pourra prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

Au vu de ces deux pièces, le CNRS avec l'appui du facilitateur Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instruit la demande, le cas échéant il notifie la suspension de l'application de la clause en précisant la période d'application de cette suspension, les conséquences sur le volume d'heures dédiées à l'insertion (nombre d'heures en moins) et le volume restant dû.

9. Respect des engagements

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 6.2 du CCAP.

10. Règles liées au respect de la RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée au Service Inclusion sociale de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société ARCHE MC2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Le prestataire ou la structure déléguée est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par courriel à cecilia.revel@ampmetropole.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.